

Compte rendu de la conférence de restitution

Mieux connaître pour mieux agir : trois enquêtes inédites sur la diaspora malgache (AINGA, AKO, TARATRA)

Cadre : Axe 1 - Connaissance des diasporas, dans le cadre de Zama 2026 (Passerelles, 10 ans). Samedi 4 juillet 2026, 10 h 45 - 12 h 45, auditorium de l'Espace Bernanos, Paris. Les enquêtes restituées ont été conduites par l'équipe IRD-DIAL en partenariat avec des associations de la diaspora, au sein du programme TADY financé par l'AFD, sous maîtrise d'ouvrage partagée entre Expertise France et le ministère des Affaires étrangères malgache

Intervenants : Mireille Razafindrakoto, directrice de recherche à l'IRD (enquête AINGA), François Roubaud, économiste à l'IRD-DIAL (enquête TARATRA), et Jean-Michel Wachsberger, sociologue (enquête AKO). Patrick Rakotomalala, direction scientifique de ZAMA, et une représentante de la direction de la diaspora du ministère des Affaires étrangères malgache sont intervenus dans le débat

Public : des questions et réactions du public ont nourri le débat de la seconde partie de séance

Introduction : la fin de l'angle mort

1. Longtemps, la diaspora malgache est restée un angle mort statistique. On connaissait ses transferts, ses associations et son attachement au pays de manière fragmentaire, intuitive, rarement objectivée. La conférence de restitution a présenté ce qui, de l'aveu même des chercheurs, n'existait pour aucune autre diaspora au monde : un socle de connaissances chiffré, construit avec la diaspora elle-même.

2. L'enquête AINGA a été lancée dans le cadre de ZAMA en 2024, et c'est à ZAMA que les premiers résultats sont officiellement restitués à la diaspora, après une présentation aux autorités à Madagascar quelques semaines plus tôt.

3. Trois enquêtes se répondent, complétées par des entretiens qualitatifs, notamment auprès de membres rentrés au pays, et des ateliers d'intelligence collective.

4. AINGA : l'enquête auprès des membres de la diaspora dans le monde ; 3 309 questionnaires valides, environ 2 800 en France et 500 dans une cinquantaine d'autres pays, recueillis grâce à un réseau d'associations relais et d'ambassadeurs.

5. AKO : le recensement des associations ; 492 questionnaires valides, tirés d'une base de 4 476 associations françaises intervenant pour ou à Madagascar, extraite du répertoire national des associations.

6. TARATRA : l'enquête miroir ; 1 504 personnes représentatives de la population malgache, interrogées à Madagascar en janvier et février 2026 avec le cabinet COEF Ressources et des collègues de l'INSTAT, pour savoir comment le pays voit sa diaspora.

La Composante 3 du projet TADY (production de connaissances)

Dispositif de développement des Connaissances sur la diaspora malagasy - TADY DisCo

- **Objectif méthodologique** : L'élaboration de méthodologies d'enquêtes originales
- **Objectif analytique** : La production et mise à disposition d'analyses de la diaspora malagasy et de ses actions
- **Objectif institutionnel** : La mobilisation de la diaspora. Projet participatif

→ Mobiliser la diaspora à travers les enquêtes et la diffusion des résultats

Vise l'axe 3, mais aussi les axes 4 et 5 de la LPNED :

- **Axe 3** : L'amélioration des connaissances sur les Malagasy Ampielezana
- **Axe 4** : La participation citoyenne et politique des Malagasy Ampielezana
- **Axe 5** : Le renforcement du partenariat stratégique et de la coopération sur la question de mobilisation de la diaspora

Les trois volets quantitatifs



→ des volets qualitatifs

- Trajectoire de migration, réseaux sociaux et genèses des projets
- Impact socio-économique de projets de la diaspora
- Mobilités / circulation

→ Des cycles d'ateliers

Le dispositif TADY-DisCo et ses trois volets quantitatifs (support de présentation, 4 juillet 2026)

AINGA : qui sommes-nous, combien pesons-nous ?

Un demi-million

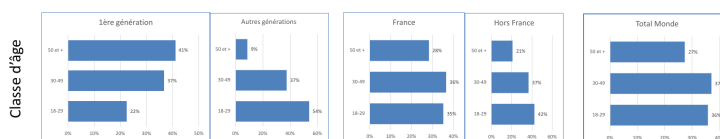
7. Le chiffre que tout le monde attendait n'existait pas avant : la diaspora malgache mondiale est estimée à 477 000 personnes, soit un demi-million. L'estimation combine le recensement français, les données des Nations unies sur les migrations et une méthode originale exploitant l'enquête sur les ascendants et les descendants. Quelques repères structurent ce portrait.

8. Une diaspora concentrée en France : environ 433 000 personnes y vivent, soit plus de 90 % ; la première génération, née à Madagascar, pèse 181 000 individus, le reste étant constitué des générations nées hors du pays, dont 137 000 adultes ; 30 % de l'ensemble a moins de 18 ans.

9. Jeune, féminine, qualifiée : plus d'un tiers des adultes a moins de 30 ans ; les femmes représentent 55 % du total, 60 % de la première génération et 66 % hors de France ; 58 % des adultes sont diplômés de l'enseignement supérieur.

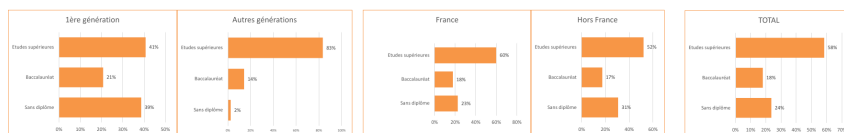
10. Un potentiel économique majeur : le revenu cumulé de la diaspora dans le monde est de l'ordre du PIB de Madagascar ; personne n'imagine qu'elle l'envoie au pays, mais l'ordre de grandeur dit ce qu'un engagement même partiel représenterait.

❖ Une diaspora plutôt jeune, plus féminine et très qualifiée



Source : AINGA 2024-2025, IRD-DIAL, calculs des auteurs.

- Plus du tiers des adultes ont moins de 30 ans (et rappel 30% du total ont moins de 18 ans)
- Elle est majoritairement féminine (55% du total des adultes et 60% de la première génération ; 66% hors de France)
- 58% des plus de 18 ans sont diplômés de l'enseignement supérieur



Source : AINGA 2024-2025, IRD-DIAL, calculs des auteurs.

Estimation de la taille de la diaspora malgache : 477 000 personnes dans le monde (enquête AINGA)

Un lien qui tient

11. La diaspora s'est-elle perdue ? Les indicateurs disent le contraire. Près de 80 % affirment leur sentiment d'identité malgache, y compris 64 % des générations nées hors du pays ; le sentiment est même plus fort hors de France, un effet de structure lié à une migration plus récente.

12. Plus de 60 % suivent régulièrement l'actualité malgache, 80 % déclarent parler le malgache, de la maîtrise courante aux rudiments, et 45 % se rendent souvent ou très souvent à Madagascar, 80 % au moins occasionnellement. La participation associative est réelle : 43 % sont membres d'une organisation en lien avec Madagascar, surtout sociale, culturelle ou caritative.

13. Les contributions restent surtout familiales : les deux tiers des membres de la diaspora contribuent, un tiers fréquemment, mais essentiellement sous forme de dons à des proches, beaucoup moins en investissements ou en formation. Le jugement est lucide : moins d'un quart considère la contribution actuelle comme forte, mais les deux tiers la jugent potentiellement déterminante pour le développement du pays.

14. Face aux institutions, la défiance domine : seuls 29 % de ceux qui ont la nationalité sont inscrits au consulat, plus de la moitié attend des consulats et ambassades une meilleure efficacité, et la demande du droit de vote s'exprime clairement.

Conclusion

- ❖ La diaspora *malagasy* s'intéresse à Madagascar et s'implique (à petite échelle)
- ❖ Elle souhaite s'impliquer plus
- ❖ Elle a le **potentiel économique** pour une contribution majeure (*Revenu diaspora ~ PIB Madagascar*)
- ❖ Piste pour l'action (1) : **la diaspora doit s'organiser**
- ❖ Piste pour l'action (2) : **restaurer la confiance entre la diaspora et les autorités malgaches**
- ❖ Piste pour l'action (3) : **mobiliser les résultats scientifiques pour établir le plan de bataille**

→ TRANSFORMER L'ESSAI

Des liens distendus avec les autorités : 29 % d'inscrits au consulat (enquête AINGA)

TARATRA : le miroir qui renverse les idées reçues

15. L'enquête miroir revendique un caractère doublement inédit : personne n'avait encore croisé le regard d'une diaspora et celui de sa population d'origine. Les liens d'abord : 38 % des Malgaches connaissent des membres de la diaspora, surtout dans la famille et le voisinage amical.

16. Six pour cent des adultes reçoivent des transferts monétaires, pour un montant moyen d'un million d'ariary par an, environ 200 euros, désormais acheminés par mobile money et sociétés de transfert plus que de la main à la main. Ces transferts financent d'abord le quotidien, mais 22 % des bénéficiaires en investissent une partie productivement.

I.- Relation avec la diaspora malagasy

I-2 Transferts non monétaires

Importance et caractéristiques des transferts non monétaires

	Homme	Femme	Urbain	Rural	Total
A reçu des transferts (%)	2%	2%	5%	1%	2%
Pour ceux qui ont reçu					
Motif					
Familial	98%	92%	93%	100%	94%
Humanitaire	5%	7%	7%	0%	6%
Autres (commercial...)	2%	6%	5%	0%	4%
Type de biens					
Vêtements	71%	85%	81%	66%	79%
Produits alimentaires	45%	29%	40%	15%	36%
Produits électroniques	28%	39%	34%	36%	34%
Autres (papiers, médicaments...)	11%	17%	14%	15%	14%
A envoyé des transferts (%)	2%	1%	3%	1%	1%
Pour ceux qui ont envoyé					
Type de biens					
Produits alimentaires	52%	64%	64%	33%	56%
Vêtements	41%	49%	39%	57%	44%

Source: Enquête TARATRA, 2026, IRD-DIAL, COEP-Ressources



- ❖ 2% des Malgaches ont reçu des transferts non-monétaires de la diaspora (et <1% en ont envoyé)
- ❖ Le principal motif est d'ordre familial ; il s'agit surtout de vêtements, de produits alimentaires et de l'électronique

Importance et caractéristiques des transferts monétaires reçus de la diaspora (enquête TARATRA)

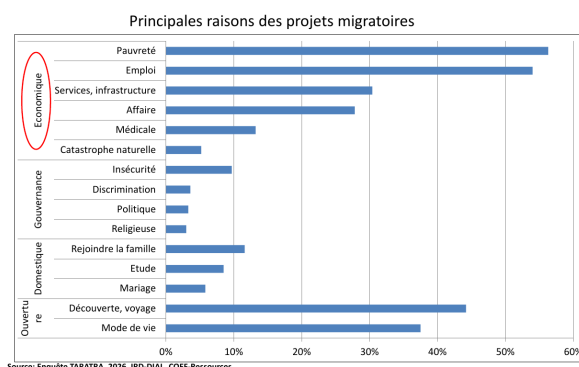
17. Vient ensuite la question migratoire, et le chiffre le plus dur de la matinée :

18. *Quand on pose la question aux Malgaches au pays de savoir s'ils souhaitent que leurs enfants quittent Madagascar, 84 % souhaitent que leurs enfants quittent Madagascar. Donc question : Madagascar, un pays avec ou sans avenir ?*

— François Roubaud

19. Derrière ce souhait massif, essentiellement motivé par l'économie et non la politique, la pression réelle reste contenue : 45 % aimeraient émigrer, 2 % ont fait des préparatifs concrets, ce qui représente tout de même de l'ordre de 300 000 personnes, dans un contexte international qui ne les accueillera pas.

II.- Expérience migratoire et projet d'expatriation



❖ Les projets migratoires sont d'abord d'ordre économique : échapper à la pauvreté, trouver un emploi, vivre dans des conditions décentes... mais aussi pour découvrir d'autres horizons

Projets migratoires : 84 % des Malgaches souhaitent que leurs enfants quittent le pays (enquête TARATRA)

« Vous êtes très bien perçus, et l'idée que vous en avez est fausse »

20. La surprise de l'enquête tient dans la perception croisée. La diaspora pensait être mal vue au pays ; c'est l'inverse. Les Malgaches lui associent d'abord les adjectifs travailleuse, responsable, compétente, et 75 % la jugent capable de contribuer au développement, quand la diaspora estimait que 39 % seulement le penseraient :

21. *Systématiquement, les réponses de la population sur les valeurs positives sont très supérieures à l'idée que vous vous faites de la façon dont vous êtes perçus. Vous êtes très bien perçus à Madagascar, et l'idée que vous en avez est une idée fausse. C'est un facteur d'espoir.*

— François Roubaud

22. La convergence est tout aussi frappante sur les élites : interrogées séparément, diaspora et population emploient les mêmes mots, corrompue, individualiste, prédatrice, incompetente. La confiance interpersonnelle est là : environ 60 % des Malgaches font confiance à la diaspora, autant que la diaspora se fait confiance à elle-même.

23. La défiance se concentre sur les institutions publiques, absolue côté diaspora, sévère côté population, avec toutefois un espoir mesuré en janvier-février, au lendemain du mouvement de la Gen Z et du changement de gouvernement, dont l'avenir dira s'il est déçu ou confirmé.

24. Côté valeurs, le fihavanana, le respect des ray aman-dreny, l'endurance et le pacifisme sont jugés favorables au développement ; la jalousie, la passivité et la méfiance, bien que perçues comme caractéristiques du pays, sont vues comme des entraves.

III.- Représentation et perception de la diaspora

III-1 Perception de la diaspora, la population et les élites



Qualificatifs associés à la population, à la diaspora et aux élites : population vs. diaspora :

La Population vue par :		La Diaspora vue par :		Les Elites vue par :	
La population	La diaspora	La population	La diaspora	La population	La diaspora
Travailleuse	Travailleuse	Travailleuse	Travailleuse	Corrompues	Corrompues
69%	44%	63%	65%	65%	71%
Patiente	Endurante	Responsable	Individualistes	Individualistes	Individualistes
35%	36%	45%	49%	54%	54%
Endurante	Fragile	Compétente	Prédatrices	Inorganisées	Inorganisées
33%	35%	39%	39%	34%	34%
Volontaire	Patiente	Développementaliste	Responsables	Incompétentes	Incompétentes
27%	24%	36%	38%	14%	14%
Fragile	Sentimentale	Structurées	Travailleuses	Prédatrices	Prédatrices
27%	24%	34%	26%	28%	28%

Sources: Enquêtes AINGA & TARATRA, 2025-2026, IRD-DIAL

- ❖ La population a une image très positive de la diaspora : travailleuse, responsable, compétente, développement, structurée
- ❖ La population et la diaspora partagent une image positive de la population (travailleuse, patiente, endurante, fragile...), mais très dégradée des élites (corrompues, individualistes, prédatrices), surtout du côté de la diaspora

Vision comparée du rôle de la diaspora : population vs diaspora (enquêtes AINGA et TARATRA)

25. Enfin, la population se déclare massivement favorable à l'implication de la diaspora : plus de 80 % soutiennent son droit de vote, souhaitent des conditions favorables à ses investissements, et vont jusqu'à lui reconnaître un rôle de médiation dans les crises du pays.

26. Le paradoxe central conclut la présentation : les politiques capables de resserrer ce lien devraient être portées en priorité par des structures publiques qui sont précisément les plus décriées. C'est ce lien de confiance qu'il faut restaurer.

AKO : un tissu associatif dense, généreux et minuscule

27. Sur les associations actives en lien avec Madagascar en France, les deux tiers sont diasporiques, au double critère du fondateur et de la proportion de membres actifs issus de la diaspora. Une sur dix n'intervient qu'en France, le plus souvent pour promouvoir la culture malgache ; 7 % sont de grosses structures multi-pays.

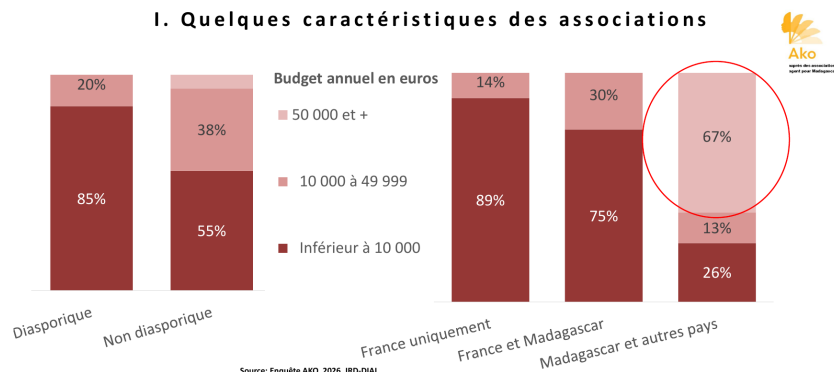
28. Le milieu est vieillissant, dominé par les âges mûrs et les retraités, mais les associations diasporiques sont sensiblement plus jeunes, avec un cinquième de moins de 30 ans. Leurs domaines : l'éducation d'abord (34 %), puis les infrastructures, la santé, l'humanitaire et le culturel ; 55 % des actions relèvent du développement, 45 % du caritatif et de l'urgence.

29. Des budgets minuscules : le constat qui structure tout le reste est celui de la taille ; 60 % des associations ont un budget annuel inférieur à 10 000 euros, et 85 % des associations diasporiques ; la plupart n'ont aucun salarié.

30. Des obstacles des deux côtés : en France, la difficulté première est de lever des fonds et de mobiliser des bras ; à Madagascar, ce sont les infrastructures (41 %), les lourdeurs administratives (40 %) et la corruption (31 %).

31. Des coopérations réelles mais limitées : 40 % coopèrent avec d'autres associations, beaucoup avec des collectivités locales ; les relations avec l'ambassade et le consulat restent limitées (20 %), mais les attentes existent : appui administratif, mise en relation avec des structures locales, information sur les procédures.

I. Quelques caractéristiques des associations



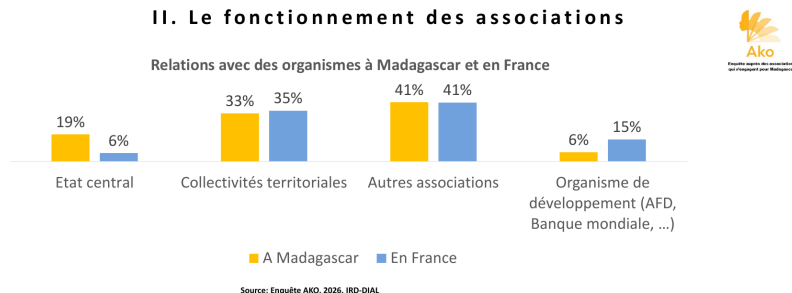
- ❖ Des associations pour la plupart de petite taille : 60 % (85 % des associations diasporiques) ont un budget annuel inférieur à 10 000 euros et la plupart d'entre elles n'ont aucun salarié
- ❖ Les structures multi-pays disposent de budgets dix fois supérieurs et d'une force de frappe salariée sans commune mesure (40 salariés contre 2 en moyenne)

Des associations de petite taille : 60 % ont un budget annuel inférieur à 10 000 euros (enquête AKO)

32. Les deux tiers des associations voudraient en faire plus. Leurs actions leur semblent efficaces localement, mais elles-mêmes jugent leur contribution au développement du pays, à l'échelle macroéconomique, limitée.

33. Les recommandations : jouer les synergies et la professionnalisation pour dépasser le problème de taille, et faire évoluer une partie de l'effort du caritatif vers des actions directement productives, entrepreneuriat social et environnement en tête, où les jeunes générations ont davantage envie de s'engager.

II. Le fonctionnement des associations



- ❖ En France, comme à Madagascar, ces relations sont dominées par des échanges avec d'autres associations (41 % les ont mentionnés) mais les relations avec les collectivités territoriales sont également fréquentes (35 %)
- ❖ Les raisons de contacts avec des organismes en France et à Madagascar sont différentes
 - En France, les liens ont majoritairement pour but la recherche de financement, sauf avec les autres associations où il s'agit plus souvent d'échanger des informations ou de mener des activités en coopération.
 - A Madagascar les relations menées avec les organes de l'Etat central ou avec les collectivités territoriales ont majoritairement pour fonction la recherche d'information ou des activités en coopération.

Problèmes rencontrés pour la réalisation des projets, en France et à Madagascar (enquête AKO)

Le débat : qui parle au nom de la diaspora ?

34. La discussion a d'abord porté sur la représentation. Un participant installé au Canada depuis plus de quarante ans a soutenu qu'aujourd'hui personne ne peut parler au nom des diasporas de Madagascar, et réclamé des états généraux.

35. Patrick Rakotomalala a rappelé que ce projet d'états généraux est précisément ce qui a réuni les fondateurs en 2015, tout en assumant un refus constant : ni ZAMA ni les fédérations d'associations n'ont vocation à représenter la diaspora, seulement à la rassembler.

36. François Roubaud a offert une troisième voie : l'enquête elle-même parle au nom des diasporas, puisqu'elle interroge un échantillon représentatif dans sa diversité ; aux acteurs de construire, à partir de ces données, les structures d'action qu'ils jugeront légitimes.

37. Un participant a mis en doute le chiffre des 80 % de locuteurs du malgache. La réponse a été de méthode : l'enquête est déclarative et le chiffre agrège la maîtrise courante, la débrouille et les rudiments ; surtout, notre entourage n'est pas un échantillon, et la diaspora compte de nombreux isolés que personne ne côtoie.

38. Mireille Razafindrakoto a ajouté une mise au point plus personnelle : parler plus ou moins bien malgache ne fait pas être plus ou moins malgache, la relation affective et l'engagement comptent davantage.

39. Sur la comparaison internationale, les chercheurs ont été francs : l'enquête étant unique au monde, les comparaisons directes manquent, mais les transferts vers Madagascar sont nettement moindres que vers le Sénégal ou le Mali, et des pays comme le Vietnam ou le Maroc ont des politiques d'accueil de leur diaspora autrement structurées.

40. La représentante du ministère a rappelé que la direction de la diaspora n'existe que depuis 2015, que la défiance a existé ailleurs aussi et s'est déconstruite avec le temps, et que des dispositifs concrets, comme les missions de volontariat de jeunes de la diaspora, commencent ce travail.

Le droit de vote : tout est prêt, sauf la décision

41. Le sujet du droit de vote a occupé la fin de séance. Côté ministère, le diagnostic est précis : la Constitution n'interdit pas le vote de la diaspora, mais trois lois doivent être modifiées, celle sur le régime général des élections, celle sur l'élection présidentielle et celle sur la CENI.

42. Un comité technique a travaillé vers 2022-2023, une étude d'opérationnalisation financée par l'Union européenne a été bouclée, avec des pistes concrètes, dont un démarrage par des ambassades pilotes là où la diaspora inscrite est nombreuse.

43. Le dossier a été transmis « au plus haut niveau » ; la décision n'appartient ni à la direction de la diaspora ni au ministère. L'appel a été direct : c'est le moment de pousser, le ministère a besoin que la diaspora soit derrière lui.

***44.** Il faut y aller, et c'est maintenant. On ne peut pas dire qu'il y a un problème technique : il faut le résoudre. Ce serait la meilleure façon de redonner confiance. Mais il y aura une contrepartie : une fois que vous aurez le droit de vote, il faudra voter. Le taux de participation des Français de l'étranger est absolument ridicule.*

— François Roubaud

45. L'enquête TARATRA fournit d'ailleurs l'argument qui manquait : on ne peut plus opposer à la diaspora une population qui n'en voudrait pas, puisque plus de 80 % des Malgaches au

pays y sont favorables. La question d'un député de la diaspora relève de la même mécanique législative, et du même moment politique.

Conclusion

- ❖ De nombreux Malgaches restés au pays sont liés à la diaspora malagasy
La diaspora apporte son soutien à la population sous forme de transferts de fonds, mais cette contribution reste faible
- ❖ Pour échapper à la pauvreté, le « *rêve migratoire* » est généralisé pour soi-même et surtout pour ses enfants (84%) :
Madagascar, perçu comme un pays sans avenir ?
Si pour la majorité, ce rêve ne réalisera jamais, 6% souhaitent partir dans l'année et 2% ont déjà fait des préparatifs
- ❖ La population a une vision très positive de la diaspora, contrairement à ce que croit la diaspora
A contrario, population et diaspora portent un jugement partagé : positif sur la population et très négatif sur les élites
- ❖ Population et diaspora convergent aussi sur la nature du mal développement de Madagascar : une dénonciation unanime de l'Etat, des dirigeants et des élites (corruption, politisation, incompétence), qui engendre un climat de défiance massive
- ❖ Convergence aussi sur l'idée que la contribution de la diaspora au développement du pays est un potentiel inexploité
La population est très favorable à des politiques plus accueillantes de la diaspora (investissement, implication nationale, vote)

Paradoxe : les politiques à mettre en œuvre pour mobiliser la diaspora malagasy au service de Madagascar sont du ressort de l'Etat et des institutions publiques, elles-mêmes considérées comme à l'origine des blocages

Un extraordinaire potentiel mais... un immense défi à relever : chiche ?

Plus de 80 % des Malgaches au pays favorables au droit de vote de la diaspora (enquête TARATRA)

Conclusion

46. La séance s'est fermée sur un renversement de rôles assumé. Jusqu'ici, la diaspora a aidé les chercheurs en répondant aux enquêtes ; désormais, ce sont les acteurs de la diaspora qui sont invités à devenir « les capitaines du bateau », les chercheurs mettant les données à leur service pour appuyer plaidoyers et actions sur des faits établis.

47. L'atelier de l'après-midi devait lancer cette mécanique, avec des groupes de travail dont les conclusions seront restituées à la conférence de clôture du dispositif début 2027.

48. Trois idées résument ce que la diaspora repart avec elle. Elle pèse un demi-million de personnes, jeune, féminine et très qualifiée, au revenu cumulé comparable au PIB du pays. Elle est attendue et bien perçue au pays, contrairement à ce qu'elle croyait, et la défiance qui bloque tout ne vise pas les personnes mais les institutions.

49. Et il existe désormais des chiffres pour le prouver : la mobilisation n'est plus une affaire d'intuition, c'est une affaire de volonté.

Note méthodologique

50. Ce compte rendu a été établi à partir de l'enregistrement vidéo de la session (samedi 4 juillet 2026, matin) et du support de présentation projeté en séance (« Restitution TADY, Conférence ZAMA », 4 juillet 2026), qui a servi à vérifier les chiffres cités : 3 309 questionnaires AINGA, 492 questionnaires AKO, 1 504 questionnaires TARATRA, estimation de 477 000 membres de la diaspora, 29 % d'inscrits au consulat.

51. Les citations entre guillemets ont été vérifiées mot à mot sur l'enregistrement. Les noms des conférenciers sont ceux du programme détaillé de ZAMA 2026 ; la représentante de la

direction de la diaspora du ministère des Affaires étrangères, intervenue dans le débat, n'y étant pas nommée, sa fonction seule est mentionnée.

52. Les paragraphes sont numérotés en continu, citations comprises, pour faciliter les renvois et les relectures ; les illustrations reprennent des diapositives du support projeté en séance.